

CHER M. BLOCHER, VOICI NOTRE PROBLÈME

ERASMUS Christoph Blocher nargue les étudiants. Il affirme qu'il n'en connaît aucun qui a des problèmes pour partir. La réaction ne s'est pas fait attendre.

LA RÉPONSE DE LA DOCTORANTE MARIE-AVRIL BERTHET À BLOCHER

Monsieur Blocher, Doctorante en Angleterre, j'ai pu travailler, acquérir de l'expérience sans visa grâce à mon statut de citoyenne d'un pays ami de l'Union européenne. Ça m'a aussi permis de payer des frais d'inscription 5 fois moins chers (6000 fr. par année contre 30 000). Suite au vote du 9 février, mon statut risque de changer. Concrètement, si j'ai pu accéder à un doctorat aux conditions de citoyenne de pays associé, je ne pourrai pas le terminer aux conditions de citoyenne de pays tiers. J'étudie car le monde du travail est toujours plus précaire, car nous ne savons pas partager les richesses; l'UDC en est responsable. Vous dites protéger les Suisses, mais vous ne protégez que l'argent de quelques-uns. Vous êtes le premier à précariser le travail en Suisse. Erasmus, les fonds de recherche ne sont pas que des problèmes administratifs. L'UDC se fiche que les universités suisses perdent la qualité que les échanges internationaux leur apportaient car ce parti défend un monde injuste où ceux qui ont de l'argent vont à l'université où ils veulent. L'UDC ne veut pas protéger les travailleurs, elle veut juste protéger les nantis de Suisse contre le reste du monde.

Publiée sur Blocher-helpine.org, la lettre de la Genevoise Marie-Avril Berthet (extrait ci-contre) s'est répandue sur les réseaux sociaux.

Arguant que les étudiants dramatisaient la situation concernant les accords Erasmus, Christoph Blocher lançait avant-hier: «Si un étudiant a des problèmes, qu'il m'écrive! Je l'aiderai.» Une invitation que les jeunes socialistes vaudois ont prise au mot en créant un site permettant de contacter directement le politicien UDC par e-mail. Hier soir, les res-

pensables indiquaient avoir recueilli plus de 1000 messages. Dans le même temps, une pétition mise en ligne avant-hier, et demandant que la Suisse ne soit pas exclue des échanges étudiants, réunissait déjà plus de 10 000 signatures dont celles des recteurs des universités suisses.

● **FABIEN FEISLI**
fabien.feisli@lematin.ch

PLUS DE 1000 ÉTUDIANTS LUI ONT AUSSI ÉCRIT SUR BLOCHER-HELPLINE.ORG

Bonsoir M. Blocher, je vous écris mon mécontentement le plus grand. Mon Erasmus en Angleterre a été annulé alors que j'avais déjà tout prévu pour cet automne, mes billets d'avion et mon appartement. Pouvez-vous m'aider? Jeanne

Bonjour M. Blocher. Je souhaite partir en Allemagne l'année 2014-2015, mais sans une bourse Erasmus je ne peux pas le faire. Comme vous avez pris cela tant au sérieux, je vous demande les finances pour cette année complète à laquelle je m'étais déjà inscrite mais qu'il faudra annuler sans votre aide! Merci d'avance. Chantal

Cher M. Blocher, depuis plusieurs mois, je préparais une demande de bourse au Conseil européen de la recherche (ERC), un programme faisant partie d'Horizon 2020. En raison de votre initiative une telle bourse ne peut aujourd'hui plus m'être octroyée. Il n'existe pour l'heure aucun mécanisme compensatoire. Je vous saurais donc gré de remplacer la somme de 1,5 million d'euros à laquelle je n'ai plus droit. Avec mes sincères remerciements, Dominique, PhD.

Une conseillère nationale veut se battre pour sauver Erasmus

POLITIQUE A Berne, la conseillère nationale Christine Bulliard (PDC/FR) (à gauche) est très préoccupée par l'avenir des accords Erasmus. Et elle sait de quoi elle parle puisqu'elle est non seulement membre de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture mais également la maman de Valentine Bulliard. L'an passé, cette étudiante en droit de 25 ans a pu partir étudier à Salamanque,

en Espagne, grâce aux accords Erasmus. «Cela permet d'améliorer son niveau de langue, de se dépasser et de s'ouvrir sur le monde. On se rend vraiment compte que le droit suisse n'est pas le seul, ni le meilleur», raconte-t-elle aujourd'hui. Une expérience que l'étudiante a partagée avec sa maman. «Ma fille est revenue remplie d'expériences universitaires et humaines. Il ne faut surtout pas punir des étudiants et des chercheurs qui n'y sont pour rien», appuie-t-elle. Car si Valentine a pu partir l'an dernier, les échanges que son autre fille et son fils espèrent faire sont mis en danger depuis la votation du 9 février. «Mais je ne me bats pas seulement pour eux. Erasmus est quelque chose d'extraordinaire pour tous les jeunes.»

Pour la conseillère nationale PDC, il est important de trouver des solutions transitoires et de chercher à réactiver les anciens mécanismes pour permettre aux étudiants de partir. «Il faut aussi que le département de M. Schneider-Ammann et le Secrétariat d'Etat à la formation fassent tout pour que les montants qui ont été votés pour Erasmus soient alloués aux programmes d'échanges.»

Valentine (à dr.), fille de Christine Bulliard (à g.), a pu partir en Erasmus l'année dernière. Elle n'est pas sûre que sa sœur et son frère pourront partir à leur tour.

● **F. F.**